

qu'il est possible de leur accorder. D'autre part, ainsi que je l'ai souligné à Colombo, en déterminant l'importance de l'aide que les pays du Commonwealth fourniront à cette région, il conviendra de proportionner leurs contributions aux engagements financiers qu'ils ont contractés, non seulement dans cette partie du monde, mais ailleurs également.

De même que le Royaume-Uni, le Canada a assumé, dans l'Atlantique Nord, de lourdes obligations que n'ont pas contractées les autres pays du Commonwealth. Ces obligations doivent être les premières à entrer en ligne de compte dans la part de notre production et de notre revenu national que nous pouvons affecter, sous forme d'aide mutuelle, au soutien d'autres nations ayant le même régime politique que nous et, comme nous, menacés d'agression par les États totalitaires. Tout en conservant à ces obligations leur priorité, le Gouvernement cherche actuellement les moyens de collaborer à l'oeuvre que pourra entreprendre la commission consultative si l'on décide de la constituer. Il va sans dire que le Canada sera représenté à la prochaine réunion qui se tiendra probablement sous peu à Canberra pour étudier les mêmes questions.

La situation en Indochine

L'établissement de cette commission n'est qu'un modeste début, mais de modestes débuts sont parfois le point de départ de grandes réalisations. Cet organisme devra dépasser le cadre du Commonwealth car, sans la participation des États-Unis, les résultats risquent d'être maigres. Quoi qu'il en soit, ce sont les pays du Commonwealth qui, cette fois, ont pris les devants. C'est un bon point.

Ayant mûrement examiné à Colombo la question de l'Indochine, les délégués ont exprimé des avis fort divergents sur la situation qui existe dans ce pays et sur la façon d'y faire face. Toutefois, tous ont convenu que l'Indochine occupe une position stratégique dans le sud-est de l'Asie, au point de vue politique à cause du conflit entre communistes et nationalistes, et au point de vue économique parce que ce pays est le principal producteur de riz de cette partie du monde. Les communistes tentent aujourd'hui un suprême effort dans le Viet-Nam, un des États de l'Indochine, les deux autres étant le Cambodge et le Laos.

Nous avons un motif de nous intéresser tout particulièrement à la marche vers la liberté qui se poursuit sous l'égide du gouvernement français dans cette région, et ce motif, nous le trouvons dans les liens étroits et amicaux qui nous unissent à la France. Celle-ci a droit à notre gratitude pour l'action qu'elle exerce là-bas. Toutefois, les troubles incessants qui sévissent au Viet-Nam ont de quoi nous préoccuper. J'espère qu'ils prendront fin bientôt. La récente ratification par la France des accords qui avaient été conclus avec les trois États indochinois est un geste louable qui devrait restaurer la paix et la stabilité en Indochine. Il est permis d'espérer que ces accords, qui établissent trois États autonomes au sein de l'Union française, permettront à la population de l'Indochine de réaliser ses aspirations nationales.

Nous souhaitons notamment au gouvernement de Bao-Daï de réussir pleinement dans ses efforts vers la conquête de l'unité et de la liberté. Le Viet-Nam est aux prises avec une grave menace communiste, rendue plus grave encore par l'appui politique de l'U.R.S.S. et de la Chine communiste. Nous